

Marchés n°25-190-118 à n°25-190-129

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
HOTEL DE SULLY
62 RUE SAINT-ANTOINE
75186 PARIS CEDEX 04**

ACCORD-CADRE DE SERVICES

**Prestations d'entretien des Parcs et Jardins
Des Domaines nationaux d'Ile-de-France**

Lots n°1 à 12

**Accord cadre à bons de commande
passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5
du code de la commande publique**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS**

Date et heure de limite de remise des offres :

**LUNDI 8 SEPTEMBRE 2025
à 12h00**

**IMPORTANT : En application de l'article R. 2132-7 du Code de la Commande Publique, les
candidatures et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique.**

Aucune candidature ou offre présentée sous format papier ne pourra être acceptée.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR PUBLIC	3
1.1 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur	3
1.2 Type d'acheteur public	3
ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE	3
2.1 Objet de l'accord cadre	3
2.2 Allotissement	3
2.3 Lieux d'exécution	4
2.4 Durée de l'accord cadre	4
2.5 Type de marché	5
2.6 Forme de l'accord cadre	5
2.7 Montants estimatifs annuels de chaque lot	5
2.8 Montants minimum et maximum annuels de chaque lot	5
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS DE L'ACCORD CADRE D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER	6
3.1 Variation des prix	6
3.2 Délais de paiement	6
3.3 Modalités essentielles de financement	7
3.4 Avances	7
3.5 Délais de validité des offres	7
ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	7
4.1 Type de procédure	7
4.2 Variantes à l'initiative du Candidat	7
4.3 Groupements	7
ARTICLE 5 - DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS	7
5.1 Modalités de retrait des dossiers	7
5.2 Contenu du dossier de consultation	8
5.3 Modifications apportées au dossier de consultation	8
5.4 Compléments à apporter au dossier de consultation	8
ARTICLE 6 - OFFRES REMISES PAR LES CANDIDATS – CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION	9
6.1 Modalités de présentation des offres	9
6.2 Date limite de réception des candidatures et des offres	10
6.3 Contenu des dossiers	10
6.3.1 Contenu de la candidature	10
6.3.2 Contenu de l'offre	12
ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
7.1 Examen des candidatures	13
7.2 Examen des offres	13
7.2.1 Critère « Prix des prestations » (Note sur 40 points)	13
7.2.2 Critère « Valeur technique de l'offre » (Note sur 45 points)	14
7.2.3 Critère « Valeur environnementale de l'offre » (Note sur 15 points)	14
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS SUR LA DEMATERIALISATION	14
ARTICLE 9 - ATTRIBUTION PROVISOIRE	16
ARTICLE 10 - VISITE DES LIEUX	17
ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
ARTICLE 12 - CLAUSE DIVERSITE, EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	18
12.1 Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »	18
12.2 Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN	19

ARTICLE 1 - ACHETEUR PUBLIC

1.1 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX (CMN)
Hôtel de Sully
62 rue Saint-Antoine
75186 PARIS CEDEX 01

1.2 Type d'acheteur public

Le Centre des Monuments Nationaux est un établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du MINISTERE DE LA CULTURE.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par la Présidente du Centre des Monuments Nationaux.

La présentation du Centre des monuments nationaux et de ses activités, est consultable sur le site internet du Centre des monuments nationaux : <http://www.monuments-nationaux.fr>

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE

2.1 Objet de l'accord cadre

La présente consultation concerne des prestations d'entretien des Parcs et Jardins des Domaines nationaux de Saint-Cloud, de Champs sur Marne/Jossigny et de Rambouillet, domaines dont le Centre des monuments nationaux (CMN) a la charge.

Il s'agit de prestations d'abattage, élagage, taille architecturée d'alignements, entretien de pelouses et d'espaces minéraux, entretien d'arbustes en massifs et en haies, taille de topiaires, entretien et replantation d'espaces forestiers, etc.

Ces prestations susceptibles d'être commandées aux titulaires sont décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chaque lot de prestations par domaine.

2.2 Allotissement

L'accord cadre est décomposé en **12 lots**, chacun correspondant à une catégorie spécifique de prestations d'entretien pour un domaine en particulier :

Lot n°1	N°25-190-118	Elagage – Abattage	Domaine national de Saint-Cloud, maison des Jardies à Sèvres et étangs Corot à Ville-d'Avray
Lot n°2	N°25-190-119	Tailles architecturées	Domaine national de Saint-Cloud
Lot n°3	N°25-190-120	Entretien divers	Domaine national de Saint-Cloud, maison des Jardies à Sèvres et étangs Corot à Ville-d'Avray
Lot n°4	N°25-190-121	Travaux forestiers	Domaine national de Saint-Cloud
Lot n°5	N°25-190-122	Elagage – Abattage	Domaines nationaux de Champs-sur-Marne et Jossigny
Lot n°6	N°25-190-123	Tailles architecturées	Domaines nationaux de Champs-sur-Marne et Jossigny

Lot n°7	N°25-190-124	Entretien divers	Domaines nationaux de Champs-sur-Marne et Jossigny
Lot n°8	N°25-190-125	Travaux forestiers	Domaines nationaux de Champs-sur-Marne et Jossigny
Lot n°9	N°25-190-126	Elagage – Abattage	Domaine national de Rambouillet
Lot n°10	N°25-190-127	Tailles architecturées	Domaine national de Rambouillet
Lot n°11	N°25-190-128	Entretien divers	Domaine national de Rambouillet
Lot n°12	N°25-190-129	Travaux forestiers	Domaine national de Rambouillet

A chaque lot correspond un accord cadre à bons de commande distinct conclu soit avec une entreprise individuelle soit avec un groupement d'entreprises.

Conformément à l'article R 2113-1 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires peuvent répondre pour tout ou partie des lots.

2.3 Lieux d'exécution

- Pour les lots 1, 2, 3 et 4 :

Domaine national de Saint-Cloud
92 210 Saint-Cloud

Maison des Jardies
14 Avenue Gambetta, 92310 Sèvres

Etangs Corot
55 rue de Versailles, 92410 Ville-d'Avray

- Pour les lots 5, 6, 7 et 8 :

Domaine national de Champs-sur-Marne
31 rue de Paris, 77420 Champs-sur-Marne

Domaine national de Jossigny
1 rue de Tournan, 77600 Jossigny

- Pour les lots 9, 10, 11 et 12 :

Domaine national de Rambouillet
78 120 Rambouillet

2.4 Durée de l'accord cadre

Le présent accord cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit trois (3) fois pour une durée d'un (1) an par tacite reconduction.

Dans le cas où le Centre des monuments nationaux souhaite ne pas reconduire l'accord cadre, il notifie au Titulaire, par tout moyen, sa décision de non-reconduction au plus tard un mois avant la date anniversaire de l'accord cadre. Le Titulaire ne saurait prétendre à une indemnité du fait de la non-reconduction du présent accord cadre.

2.5 Type de marché

Il s'agit d'un marché public de prestations de services.

2.6 Forme de l'accord cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande traité à prix unitaires, dont le libellé figure dans les bordereaux des prix unitaires (BPU) de chaque lot.

2.7 Montants estimatifs annuels de chaque lot

A titre d'information, le montant annuel estimatif tous lots confondus est de 772 000,00 € HT (soit 3 088 000,00 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre).

Les montants estimatifs des commandes annuelles susceptibles d'être émises par les domaines pour leurs différentes prestations sont fixés suivant le budget d'entretien du jardin des différents domaines, et prennent en compte les commandes passées les années passées.

Les montants estimatifs des travaux susceptibles d'être engagés sur une année sont les suivants :

- Domaine national de Saint-Cloud :
 - Lot 1 : 84 000€ HT
 - Lot 2 : 75 000€ HT
 - Lot 3 : 67 000€ HT
 - Lot 4 : 42 000€ HT
- Domaines nationaux de Champs/ Marne et Jossigny :
 - Lot 5 : 50 000€ HT
 - Lot 6 : 125 000€ HT
 - Lot 7 : 55 000€ HT
 - Lot 8 : 34 000€ HT
- Domaine national de Rambouillet :
 - Lot 9 : 35 000€ HT
 - Lot 10 : 75 000€ HT
 - Lot 11 : 80 000€ HT
 - Lot 12 : 50 000€ HT

2.8 Montants minimum et maximum annuels de chaque lot

Le présent accord cadre est passé sans montant minimum et avec un maximum annuel tous lots confondus de 2 128 000,00 € HT (soit 8 512 000,00 € HT sur toute la durée du marché).

Les montants maximums annuels par lot sont les suivants :

- Domaine national de Saint-Cloud :
 - Lot 1 : 334 000€ HT
 - Lot 2 : 150 000€ HT
 - Lot 3 : 134 000€ HT
 - Lot 4 : 167 000€ HT

- Domaines nationaux de Champs/ Marne et Jossigny :
 - Lot 5 : 200 000€ HT
 - Lot 6 : 250 000€ HT
 - Lot 7 : 109 000€ HT
 - Lot 8 : 134 000€ HT

- Domaine national de Rambouillet :
 - Lot 9 : 140 000€ HT
 - Lot 10 : 150 000€ HT
 - Lot 11 : 160 000€ HT
 - Lot 12 : 200 000€ HT

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS DE L'ACCORD CADRE D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

3.1 Variation des prix

Les prix de l'accord cadre sont révisables chaque année suivant les prescriptions de l'article 4.4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

L'unité monétaire est l'Euro.

3.2 Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Le taux des intérêts moratoires applicable en cas de retard de paiement est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires commencent à courir augmentés de huit (8) points.

Outre ces intérêts, conformément à l'article R2192-35 du Code de la Commande publique, le retard de règlement donne lieu au versement au créancier d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

3.3 Modalités essentielles de financement

Le présent accord cadre est financé sur les ressources propres de l'Etablissement.

Le titulaire pourra céder ou nantir les créances résultant de l'accord cadre.

3.4 Avances

Une avance pourra être accordée au titulaire de l'accord cadre, conformément à l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

3.5 Délais de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres fixée par le présent Règlement de la Consultation (R.C.).

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1 Type de procédure

La présente consultation est passée par procédure en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique et a fait l'objet d'une publication au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics (BOAMP).

4.2 Variantes à l'initiative du Candidat

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.3 Groupements

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5 - DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS

5.1 Modalités de retrait des dossiers

Le dossier de consultation est à retirer gratuitement par les candidats jusqu'à la date limite de remise des offres sur la plateforme dématérialisée PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat) via le lien direct suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2812223&orgAcronyme=f5j>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications, questions/réponses.

5.2 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est gratuit et à retirer par les candidats.

Les pièces du dossier de consultation sont les suivantes :

- 1) Le présent **Règlement de Consultation** (RC), commun à tous les lots, et ses annexes :
 - Le Dossier d'annexes « Diversité - Egalité » ;
 - L'attestation de visite obligatoire.
- 2) Le **dossier des pièces administratives et financières** comprenant :
 - L'Acte d'Engagement (AE), propre à chaque lot ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
 - Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
 - Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) propre à chaque lot ;
- 3) Le **dossier des pièces techniques** comprenant :
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
 - Le Cadre de mémoire technique justificatif, cadre commun : à décliner pour chaque lot.

5.3 Modifications apportées au dossier de consultation

Le Centre des Monuments Nationaux se réserve le droit d'apporter, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard **sept (7) jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au présent dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Le délai ci-dessus fixé sera décompté à partir de la date à laquelle les candidats auront reçu les modifications. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.4 Compléments à apporter au dossier de consultation

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au dossier de consultation.

ARTICLE 6 - OFFRES REMISES PAR LES CANDIDATS – CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION

6.1 Modalités de présentation des offres

Comment transmettre l'offre ?

Sous format électronique **uniquement et directement** sur la plateforme des achats de l'Etat ; le dépôt est gratuit, les offres peuvent être modifiées jusqu'à la clôture de la consultation.

L'Acte d'Engagement n'a pas à être signé au moment du dépôt du pli ; seul l'attributaire le signera au terme de la consultation. A noter que même en l'absence de signature lors du dépôt de l'offre, le soumissionnaire reste engagé sur son offre pour la période indiquée supra.

L'offre (hors échantillons) doit être transmise sous format électronique directement sur la plateforme des achats de l'Etat via le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2812223&orgAcronyme=f5j>

Nota relatif à la signature de l'offre

Afin de raccourcir les délais de signature, il est attendu de l'attributaire qu'il dispose d'une signature électronique¹.

Le CMN est engagé dans la dématérialisation complète de ses procédures. Il appartient pour tout candidat qui participe à une consultation du CMN, dans le cadre d'une éventuelle attribution, de disposer d'un certificat de signature électronique conforme au règlement eIDAS et de niveau 3 ou 4.

S'il ne dispose pas déjà de cet outil lors du dépôt de son pli, le candidat est invité à prendre les mesures nécessaires pour acquérir un certificat électronique au plus tard au moment de la signature du contrat pour permettre la signature électronique du contrat.

Ces certificats s'acquièrent auprès d'une autorité de certification conforme. Les candidats peuvent faire appel au prestataire de certification de leur choix. Toutefois, le certificat de signature doit être de type XAdES, CAdES ou PAdES.

La signature électronique doit être détenue par une personne habilitée à engager la société qui est :

- soit le représentant légal du candidat ;
- soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Les soumissionnaires qui souhaitent signer leur offre avant le dépôt de celle-ci sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> sont encouragés à signer électroniquement l'acte d'engagement, directement dans un document .pdf (au moyen de la fonction « Remplir et Signer » d'un logiciel de traitement des documents .PDF).

¹ Dans le cas où l'attributaire rencontrerait des difficultés à signer électroniquement le marché, exceptionnellement, le Pouvoir adjudicateur autorisera la signature manuscrite de l'Acte d'Engagement.

L'acte d'engagement est la pièce par laquelle le candidat s'engage sur son offre. Cette pièce doit donc impérativement être signée séparément de manière valide.

Le candidat veillera à ne pas utiliser de logiciel d'archivage / compression de données (ex : winzip, winrar, etc.). En effet, la remise de fichiers non signés individuellement, archivés ou compressés dans un dossier au format .zip ou .rar qui serait quant à lui signé électroniquement, rendrait l'offre irrecevable.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Les candidats sont invités à prendre en compte les éventuels délais résultant notamment de leur débit de connexion internet ou de la taille des pièces transmises sur la PLACE.

Seul l'horodatage de réception de l'offre par la PLACE fait foi (et non la date et heure d'envoi par le candidat du fichier contenant son offre sur la plateforme).

Toute offre arrivée hors délai selon l'horodatage de réception de la PLACE sera écartée et non analysée par le pouvoir adjudicateur

6.2 Date limite de réception des candidatures et des offres

Conformément à l'article R2151-5 du Code de la commande publique, les candidatures et les offres reçues hors délai sont éliminées.

6.3 Contenu des dossiers

Toutes les pièces doivent être fournies impérativement en langue française ou être accompagnées de leur traduction.

Pour les candidats non établis en France, ces candidats devront fournir les attestations similaires au regard des règles de droit d'effet équivalent.

6.3.1 Contenu de la candidature

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leurs candidatures, ces dernières seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) qui remplace les documents de candidature (formulaires DC1, DC2).

Le formulaire DUME est à compléter en ligne sur la PLACE avant de joindre son offre.

Le candidat présentant un DUME vérifiera toutefois que l'ensemble des informations listées ci-dessous (notamment les qualifications le cas échéant) est bien présent dans son document unique.

OU

La candidature doit contenir les pièces suivantes :

- 1. Formulaire DC 1 « Lettre de candidature »**, complété et daté
- 2. Formulaire DC 2 « Déclaration du candidat »**, intégralement complété (dans sa rubrique E le cas échéant), daté, **et accompagné des informations suivantes** :
 - a. Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance de son personnel, notamment son personnel d'encadrement,
 - b. Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose.
 - c. Une liste des principaux services similaires fournis au cours des trois dernières années, en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
 - d. Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

De plus, le candidat pourra apporter la preuve de sa capacité par tous moyens notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références en travaux, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

e. Qualifications demandées ou équivalentes :

- Lots 3, 7 et 11 : Qualipaysage entretien, E 131 et E 132, Séquoia ou équivalent ;
- Lots 1, 2, 5, 6, 9 et 10 : Qualipaysage élagage, E 140 et E 141 ;
- Lots 4, 8 et 12 : Qualipaysage travaux sylvicoles P310 et Qualipaysage reboisement P300 ou P301 ;
- Lots 1, 2, 3 et 4 : Les habilitations routes, autoroutes et grandes infrastructures seraient appréciées pour le domaine de Saint-Cloud : H 121.

Conformément à l'article R2143-11 du Code de la Commande Publique, l'arrêté du 22 mars 2019 fixe la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

3. La justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou les membres du groupement + Extrait Kbis ou équivalent à jour, datant de moins de 3 mois

Les formulaires DC1 et 2 à jour au 1^{er} avril 2019 peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de groupement :

Le candidat joindra pour chaque membre du groupement l'**intégralité des pièces et justificatifs** susmentionnés (hormis la lettre de candidature - Formulaire DC1 - qui est complétée par tous les membres du groupement sur le même document).

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques, le candidat membre du groupement devra produire les mêmes documents concernant l'opérateur que ceux exigés des candidats. Le candidat membre du groupement produira, conformément à l'article R.2143-12 du code de la commande publique, la preuve qu'il en disposera pour l'exécution des marchés subséquents.

Pour les soumissionnaires non établis en France, ils devront fournir les attestations similaires au regard des règles de droit d'effet équivalent.

En cas de sous-traitance :

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur (Formulaire DC2 ou autres documents sus mentionnés).

Par ailleurs, il adresse une déclaration spéciale (modèle type DC4 et accessible à l'adresse suivante) :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

6.3.2 Contenu de l'offre

Pour chacun des lots, les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes **complétées** :

- **L'Acte d'Engagement (AE)** complété, et ses annexes le cas échéant

Pour les groupements d'entreprises, l'Acte d'Engagement sera signé soit par l'ensemble des cotraitants soit par le seul mandataire (en fonction de l'habilitation précisée dans le formulaire DC1 ou tout autre document d'habilitation).

En cas de sous-traitance déclarée, l'Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement (annexe n°1 de l'Acte d'Engagement – formulaire type DC4 dûment complété et signé).

- **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** ; cadre joint à compléter sans supprimer, ajouter ou modifier l'intitulé des postes.
- **Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) complété automatiquement à partir des prix unitaires que le candidat aura proposé dans le BPU**, sans supprimer, ajouter ou modifier l'intitulé des postes et les quantités.

Nota : L'attention des candidats est attirée sur le fait que les quantités indiquées dans le DQE sont estimatives et ne peuvent être considérées comme les quantités réellement commandées par le CMN.

- **Le Mémoire justificatif de la teneur de l'offre**, complété.
Le candidat renseignera impérativement toutes les rubriques du cadre de mémoire technique justificatif joint au dossier de consultation.
L'appréciation de la valeur technique de l'offre au regard des critères de jugement des offres énoncés ci-après s'effectuera au regard du contenu de ce mémoire, et des annexes associées (type fiches techniques, fiches fournisseurs).
- **L'attestation de visite obligatoire du domaine** pour lequel le candidat soumissionne (annexée à la fin du présent règlement), datée, signée et avec cachet de l'entreprise.

ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Examen des candidatures

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leurs candidatures, ces dernières seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les candidatures dont les niveaux de capacités professionnelles et techniques auront été jugées insuffisantes seront écartées.

Conformément à l'article R 2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de l'article R 2143-2 sont régulières, acceptables et appropriées.

7.2 Examen des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Critères		Pondération
1	Prix des prestations	40 points
2	Valeur Technique de l'offre	45 points
3	Valeur environnementale de l'offre	15 points

Une note inférieure à 20/60 en combinant les critères « VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE » et « VALEUR ENVIRONNEMENTALE DE L'OFFRE » est éliminatoire.

Les offres recueillant une telle note seront écartées d'office sans analyse du critère prix.

7.2.1 Critère « Prix des prestations » (Note sur 40 points)

Le critère « Prix des prestations » est analysé au regard du Prix global fixé au DQE remis par le candidat. La note maximale (40 points), sera attribuée à la meilleure offre, c'est-à-dire à l'offre de prix figurant au DQE le plus bas.

Les autres offres seront notées proportionnellement à cette meilleure note selon la formule suivante :

$$N_x = \frac{P_{min(*)} \times 40}{P_x}$$

Où :

- N_x : Note obtenue par l'offre X.
- P_{min} : Prix TTC de l'offre la plus basse.
- P_x : Prix TTC de l'offre X.

(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse.

7.2.2 Critère « Valeur technique de l'offre » (Note sur 45 points)

Le critère « Valeur technique de l'offre » est décomposé selon les sous-critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Sous-critères		Pondération
1	Cohérence des moyens humains et techniques mis en œuvre pour réaliser les prestations : 1.1 - Moyens humains spécifiques à l'exécution des prestations (organigramme de l'équipe, qualifications et expérience professionnelle, etc.), sur 15 points 1.2 - Moyens techniques spécifiques à l'exécution des prestations, sur 15 points	30 points
2	Cohérence des mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité sur les chantiers	15 points

7.2.3 Critère « Valeur environnementale de l'offre » (Note sur 15 points)

Le critère « Valeur environnementale de l'offre » est analysé de la manière suivante :

Critère		Pondération
3	Cohérence de la démarche qualité pour le traitement des déchets, la valorisation des rémanents et la préservation de la qualité environnementale	15 points

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS SUR LA DEMATERIALISATION

La présente consultation est passée en application des articles R2131-1 à R2132-14 du Code de la Commande Publique.

A ce titre, la plateforme des achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr> mise à disposition par le Centre des monuments nationaux est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme, les soumissionnaires doivent, **pendant la consultation** :

- de retirer le dossier de consultation (DCE) dans son intégralité,
- **de poser des questions relatives à son contenu, de télécharger les demandes de précisions, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (lettre de rejet, notification...), les réponses aux questions posées, les modifications apportées au dossier de consultation**
- d'envoyer son offre par voie électronique.

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site.

L'assistance téléphonique de la PLACE peut être jointe du lundi au vendredi au 01.76.64.74.07 de 9h00 à 19h00 : [FAQ - Créer une demande \(marches-publics.gouv.fr\)](#)

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du dépôt de l'offre sur la PLACE qui servira pour les futurs échanges avec le pouvoir adjudicateur le cas échéant.

- **FORMAT DES FICHIERS :**

Afin d'éviter des blocages liés aux logiciels, le format PDF est souhaité.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe" ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Les fichiers de type DPGF, DQE et BPU à renseigner par le candidat devront en revanche conserver le format Excel.

- **ANTI-VIRUS :**

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Au moment de la commission d'ouverture des plis, la personne publique utilisera un antivirus. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son Identification.

- **COPIE DE SAUVEGARDE :**

Suivant les dispositions de l'article de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents avec mention complémentaire « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir avant la date limite de remise des offres. Cette copie est transmise sous pli scellé à l'adresse figurant en page de garde du présent règlement de la consultation et comporte les mentions obligatoires suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- N° de la mise en concurrence ;
- Nom ou dénomination du candidat.

Conformément à l'arrêté précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans les documents relatifs à la candidature ou relatifs à l'offre transmis par voie électronique ;
- Ou lorsque les documents relatifs à la candidature ou relatifs à l'offre ont été transmis et ne sont pas parvenus dans le délai prescrit pour le dépôt (cf. article « date et heure limites de dépôt » ci-dessous) ou n'ont pu être ouverts.

Quelles sont les services existants qui permettent la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique ?

- La Lettre recommandée électronique :
 - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#)
 - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](#)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

• DÉLAIS DE TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE :

La transmission des offres par voie électronique doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique avant la date limite indiquée en page de garde du présent Règlement de Consultation.

ATTENTION : L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement (transfert finalisé pour l'ensemble des fichiers sur la plateforme ainsi que pour leur authentification par signature électronique) suffisant, de manière à anticiper les aléas techniques et/ou le temps de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et offres. C'est en effet l'heure exacte de réception de l'offre électronique.

ARTICLE 9 - ATTRIBUTION PROVISOIRE

Le Centre des Monuments nationaux qui utilise le profil d'acheteur PLACE, peut ne plus demander les documents justificatifs pour l'attribution des marchés publics qui sont mis à disposition automatiquement dans la PLACE.

Ainsi, les soumissionnaires peuvent renseigner leur numéro SIRET lors de leur candidature sur la plateforme la PLACE. Le pouvoir adjudicateur pourra ainsi obtenir les documents visés par l'arrêté du 29 mars 2019 : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.

En cas de groupement, le numéro de chacun des membres du groupement pourra être renseigné.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-16 et R.2144-2 à R.2144-7 du Code de la commande publique, le soumissionnaire, auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre, devra produire (s'il ne l'a pas déjà fait dans son offre) :

- Le numéro unique d'identification ou un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis) délivré par les services du greffe du tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois ;
- Une attestation d'assurance conforme aux exigences du marché (plus une attestation d'assurance décennale lorsque le marché a pour objet la construction d'un ouvrage) ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D.8222-5 1° du Code du travail et D.243-15 du Code de la sécurité sociale) ; le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (dans le cas où votre entreprise n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette autorisation, une attestation sur l'honneur suffira) ;
- Le récépissé numérique justifiant du remplissage du questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » sur la plateforme dont le lien sera envoyé au moment de l'attribution provisoire.

Le candidat désigné comme attributaire sera invité à remettre les documents administratifs directement sur la plateforme [e-attestations](#) afin de respecter les conditions légales et réglementaires d'exécution des marchés publics.

L'accord-cadre ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

À défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

ARTICLE 10 - VISITE DES LIEUX

La visite des Domaines pour lesquels le candidat soumissionne est OBLIGATOIRE (cf certificat de visite joint au présent règlement) pour chaque lot et chacun des sites.

En effet, aucune réserve pour méconnaissance des lieux ou des équipements ne sera acceptée. Les candidats doivent prendre connaissance du lieu d'exécution des prestations et de l'état visuel des végétaux concernés par le présent marché.

Domaine national de St-Cloud :

Pour prendre rendez-vous, les candidats doivent s'adresser par mail exclusivement à :

andreas.vogelsinger@monuments-nationaux.fr

et odile.bureau@monuments-nationaux.fr

Se présenter en véhicule personnel au 2 avenue de la Grille d'Honneur, 92 210 Saint-Cloud.

Domaine national de Champs-sur-Marne :

Pour prendre rendez-vous, les candidats doivent s'adresser par mail exclusivement à :

yasmina.aouidad@monuments-nationaux.fr

Se présenter en véhicule personnel au 31 rue de Paris, 77 420 Champs-sur-Marne.

Domaine national de Rambouillet :

Pour prendre rendez-vous, les candidats doivent s'adresser par mail exclusivement à :

pierre-emmanuel.michalczak@monuments-nationaux.fr

et marie-helene.grelley@monuments-nationaux.fr

Entrer en véhicule personnel par la grille face au 12 rue de la Motte, 78 120 Rambouillet ; tourner à gauche pour se diriger au pied du château.

ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratifs et techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **8 jours calendaires avant la date et l'heure limites de remise des offres**, une demande sur la plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La réponse apportée par le pouvoir adjudicateur sera portée à la connaissance de l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de consultation sur la plateforme des achats de l'Etat (= la PLACE) et sera transmise par cette-plate-forme dématérialisée (PLACE).

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du téléchargement du DCE sur la PLACE, qui dispose que :

Attention : Les informations que vous allez saisir sont importantes. Elles vous permettront tout au long de la procédure de recevoir les informations relatives à la procédure : modifications de dates, rectificatifs/compléments au Dossier de Consultation des Entreprises, etc.

La réponse apportée par le service sera portée à la connaissance de l'ensemble des candidats ayant retiré un dossier.

Les candidats peuvent se procurer les CCAG et CCTG cités dans le marché auprès de la direction des journaux officiels, les formulaires et les imprimés sont disponibles auprès du site Internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : <http://www.minefi.gouv.fr/>

ARTICLE 12 - CLAUSE DIVERSITE, EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

12.1 Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché. La liste des questions qui lui seront posées est jointe pour information en annexe 1 du présent règlement de la consultation.

L'attributaire transmet obligatoirement le récépissé numérique délivré par l'application au représentant du pouvoir adjudicateur avant toute notification du marché. Les informations renseignées dans ce questionnaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le futur titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande, dans les conditions fixées dans le CCAP.

12.2 Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont annexées au présent règlement de la consultation (annexes 2 et 3).

ANNEXE : ATTESTATION DE VISITE OBLIGATOIRE DU DOMAINE

DOMAINE NATIONAL DE

Objet du marché : Accord cadre bons de commande pour l'entretien des Parcs et Jardins d'Ile-de-France

Lot(s) soumissionné(s) :

NOM DU CANDIDAT :

DATE DE LA VISITE :

Le candidat

**Le représentant du
CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX**

(Signature et tampon de l'entreprise)

(Signature)

